

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



1415^e
SÉANCE PLÉNIÈRE

Samedi 24 septembre 1966,
à 10 h 30

NEW YORK

SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
<i>Point 8 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Adoption de l'ordre du jour (suite)</i>	
<i>Premier rapport du Bureau</i>	<i>1</i>
<i>Deuxième rapport du Bureau</i>	<i>10</i>

Président: M. Abdul Rahman PAZHWAQ
(Afghanistan).

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR

Adoption de l'ordre du jour (suite)

PREMIER RAPPORT DU BUREAU (A/6395)

1. Le **PRESIDENT** (traduit de l'anglais): Avant de poursuivre l'examen de notre ordre du jour de la matinée, j'aimerais demander au Sous-Secrétaire pour les affaires de l'Assemblée générale d'expliquer la procédure du vote.

2. **M. NARASIMHAN** (Sous-Secrétaire aux affaires de l'Assemblée générale) [traduit de l'anglais]: L'article 89 du règlement intérieur prévoit que "l'Assemblée générale vote normalement à main levée ou par assis et levés". Un document émanant du Secrétaire général sur l'emploi du dispositif mécanique a été distribué aux représentants et je pense que le système est parfaitement compris. Néanmoins, je crois utile d'expliquer la procédure aujourd'hui.

3. Lorsque le Président annoncera que le vote a commencé, les représentants voudront bien faire connaître leur vote en appuyant sur un des boutons du petit tableau placé à droite ou à gauche de leurs pupitres. Quand ils appuieront sur le bouton, un signal lumineux correspondant apparaîtra sur les grands panneaux placés à droite et à gauche du podium en regard du nom du pays, indiquant ainsi son vote. Le Président commencera par demander à ceux qui votent "oui" de le déclarer, et les représentants sont invités à appuyer sur le bouton vert, le premier bouton du côté gauche. Le Président demandera alors à ceux qui désirent voter contre de le faire connaître, et les représentants sont invités à appuyer sur le bouton rouge qui se trouve du côté droit du tableau. Pour finir, le Président demandera aux abstentionnistes de faire connaître leur vote et les représentants sont invités à appuyer sur le bouton orange qui se trouve au centre du tableau. Je prierai les représentants de ne pas utiliser les boutons tant que le Président ne leur aura pas demandé de voter. Vous serez aussi très aimable d'appuyer fermement sur un seul bouton, une seule fois, auquel cas le contact sera maintenu jusqu'à la fin du vote. Une fois tous les signaux allumés, les représentants sont invités à s'assurer que c'est

bien le signal voulu qui apparaît en face du nom de leur pays sur les grands panneaux placés à droite et à gauche du podium. Conformément à l'article 35 du règlement intérieur, le Président proclamera alors la décision de l'Assemblée générale.

4. Conformément à la procédure du vote à main levée, seuls les résultats des scrutins seront annoncés et publiés dans le compte rendu officiel. Les votes individuels des membres apparaîtront sur les grands panneaux, mais ne seront pas publiés.

5. C'est là la procédure d'un vote à main levée.

6. Le **PRESIDENT** (traduit de l'anglais): L'ordre du jour pour la matinée comporte l'organisation de la vingt et unième session ordinaire, l'adoption de l'ordre du jour, la répartition des différents points entre les diverses commissions et la fixation du calendrier des séances plénières. L'Assemblée a devant elle le premier rapport du Bureau [A/6395]. Nous examinerons d'abord la section I de ce rapport, qui traite de l'organisation de la session.

7. Sur la proposition du Secrétaire général [A/BUR/165], le Bureau recommande à l'Assemblée générale d'adopter les dispositions suivantes relatives à l'horaire des séances: a) Les séances plénières et les séances de commission devraient commencer à 10 heures 30 et 15 heures précises; b) La semaine de travail devrait être de cinq jours, étant entendu qu'il pourrait y avoir, en cas de besoin, des séances le samedi ainsi que des séances de nuit. En outre, le Bureau propose à l'Assemblée, conformément à l'article 2 du règlement intérieur, de fixer au mardi 20 décembre 1966 la date de clôture de la vingt et unième session. S'il n'y a pas d'opposition, je tiendrai pour acquis que ces recommandations ont reçu l'approbation de l'Assemblée générale.

Il en est ainsi décidé.

8. Le **PRESIDENT** (traduit de l'anglais): Le Bureau recommande aussi à l'Assemblée générale, de décider, comme les années précédentes, que des comptes rendus sténographiques seront établis pour la Première Commission et que les débats de la Commission politique spéciale seront transcrits d'après l'enregistrement sonore des séances, la priorité étant donnée aux comptes rendus de la Première Commission pour ce qui est de la distribution. S'il n'y a pas d'opposition, je tiendrai pour acquis que l'Assemblée générale approuve cette recommandation.

Il en est ainsi décidé.

9. Le **PRESIDENT** (traduit de l'anglais): Nous allons maintenant nous occuper de la section II du rapport du Bureau [A/6395]. Les recommandations du Bureau aux paragraphes 7, 9, 10, 11 et 12 de son rapport

sont déjà incorporées au projet d'ordre du jour présenté par le Bureau.

10. Avant que nous examinions l'ordre du jour, toutefois, je tiens à signaler qu'au paragraphe 8, le Bureau recommande que l'Assemblée générale remette l'examen de l'article 42, qui traite du développement régional, à sa vingt-deuxième session. S'il n'y a pas d'opposition, je tiendrai pour acquis que l'Assemblée approuve cette recommandation.

Il en est ainsi décidé.

11. Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Nous passons maintenant à l'examen de l'ordre du jour dont l'adoption est recommandée par le Bureau. Comme nous l'avons fait aux sessions précédentes, nous suivrons le numérotage donné au paragraphe 13 du rapport du Bureau [A/6395]. Nous examinerons en même temps plusieurs points de l'ordre du jour chaque fois qu'un tel groupage apparaîtra plus pratique et plus logique. Il est bien entendu que, pour le moment, nous ne discutons d'aucun des articles au fond sauf dans la mesure où cela pourra paraître utile pour déterminer si l'Assemblée générale approuve ou non l'inscription de ces points à l'ordre du jour.

12. J'invite maintenant les représentants à passer au paragraphe 13 du rapport du Bureau. L'Assemblée s'étant déjà prononcée en séance plénière sur les points 1 à 6, je considère qu'elle a approuvé l'inscription de ces questions.

Il en est ainsi décidé.

13. Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Nous passons maintenant au point 7, "Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies". L'Assemblée n'a d'autre suite à donner que de prendre acte de la communication du Secrétaire général, publiée sous la cote A/6423. En l'absence d'objections, je considérerai que l'Assemblée prend acte de cette communication.

Il en est ainsi décidé.

14. Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Le point 8 concerne l'adoption de l'ordre du jour et le point 9 la discussion générale, qui a déjà commencé. Je présume que l'Assemblée approuve l'inscription de ces deux questions.

Les points 8 et 9 sont inscrits à l'ordre du jour sans opposition.

15. Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Les points 10 à 19 inclusivement concernent les rapports et les élections. En l'absence d'objections, je considérerai que l'inscription de ces questions à l'ordre du jour est approuvée.

Les points 10 à 19 inclusivement sont inscrits à l'ordre du jour sans opposition.

16. Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Le point 20 est intitulé "Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies". L'Assemblée générale l'a déjà inscrit à l'ordre du jour en séance plénière. S'il n'y a pas d'objections quant aux points 21 et 22, je considérerai que l'Assemblée décide de les inscrire à l'ordre du jour.

Les points 21 et 22 sont inscrits à l'ordre du jour sans opposition.

17. Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Le point 23 a trait à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. A un stade ultérieur, nous nous occuperons du renvoi de ce point et de ses subdivisions. A défaut de toutes observations, je tiendrai pour acquis que l'Assemblée générale n'a pas d'objections à l'inscription de cette question à l'ordre du jour.

Le point 23 est inscrit à l'ordre du jour sans opposition.

18. Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Y a-t-il des objections à l'inscription des points 24 et 25? S'il n'y en a pas, j'admettrai que l'Assemblée décide de les inscrire à l'ordre du jour.

Les points 24 et 25 sont inscrits à l'ordre du jour sans opposition.

19. Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Les points 26 à 30 inclus ont trait au désarmement général et complet, à la suspension des expériences nucléaires et thermonucléaires, à l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et thermonucléaires et à l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique. S'il n'y a pas d'opposition, je tiendrai pour acquis que l'Assemblée approuve l'inscription de ces questions à l'ordre du jour.

Les points 26 à 30 inclus sont inscrits à l'ordre du jour sans opposition.

20. Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Le point 31 a trait à la question de Corée. Certains représentants désirent prendre la parole au sujet de l'inscription de ce point à l'ordre du jour.

21. M. ALARCON DE QUESADA (Cuba) [traduit de l'espagnol]: Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que je prends la parole ici, permettez-moi tout d'abord de dire avec quelle satisfaction ma délégation accueille votre élection à la présidence de l'Assemblée et de vous assurer que dans l'exercice de vos hautes fonctions, vous pouvez compter sur le concours constant de notre délégation.

22. La délégation cubaine a demandé la parole pour s'opposer résolument à l'inscription de la question qui porte le No 31 dans l'ordre du jour provisoire: je veux parler de la question dite "de Corée". A nos yeux, cette question que nous retrouvons constamment au programme des travaux des Nations Unies est de prime abord entièrement illégale et constitue une violation flagrante de la Charte de l'Organisation, qui interdit aux Nations Unies de s'ingérer dans les affaires intérieures d'un Etat quelconque du monde.

23. L'inscription de cette question à notre ordre du jour porte atteinte au droit du peuple coréen à l'autodétermination, à son droit à la souveraineté et à l'intégrité territoriale. En réalité, pendant des années, les Nations Unies ont servi dans ce pays d'instrument d'agression des Etats-Unis contre une nation pacifique. En outre, la soi-disant Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée s'est avérée incapable d'unifier et de relever quoi que ce soit.

24. La question de l'unification de la Corée est une affaire strictement intérieure du peuple coréen. Si les Nations Unies s'intéressent réellement à l'unification de cette nation, elles doivent, tout d'abord et exclusivement, s'abstenir complètement d'en discuter et abandonner leur politique d'ingérence dans cette péninsule asiatique.

25. A notre connaissance, l'Organisation n'a pas avancé de propositions constructives au cours des débats sur la question visée au point 31. Cependant, un grand nombre de propositions de réunification pacifique par étapes ont été faites, sous toutes les formes possibles, par la République démocratique populaire de Corée.

26. Nous estimons que l'heure est venue pour les Etats Membres de prendre leurs responsabilités devant ce problème et de mettre un terme à une tradition qui porte atteinte aux principes de la Charte et qui fait que notre organisation foule aux pieds les objectifs pour lesquels elle a été créée. Pour cela, elle doit simplement commencer par s'abstenir de discuter cette question, dissoudre la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée et, en outre, demander le retrait immédiat de toutes les troupes des Etats-Unis et des autres pays qui foulent aux pieds la souveraineté de la nation coréenne.

27. C'est pourquoi la délégation cubaine s'oppose catégoriquement à l'inscription de ce point à notre ordre du jour.

28. M. FEDORENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) [traduit du russe]: A propos du rapport du Bureau, la délégation soviétique doit déclarer qu'elle est nettement opposée à ce que soit inscrit à l'ordre du jour de la vingt et unième session de l'Assemblée générale le point intitulé "Question de Corée: rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée".

29. Il est tout à fait évident que l'inscription de la question dite de Corée à l'ordre du jour de l'Assemblée constituerait une violation flagrante de la Charte des Nations Unies et des principes fondamentaux du droit international, qui interdisent à qui que ce soit — et donc à l'ONU — de s'ingérer dans les affaires intérieures de quelque Etat que ce soit.

30. On sait que la réunification de la Corée n'est toujours pas réalisée, l'unique raison en étant que certaines puissances continuent à s'ingérer brutalement dans les affaires intérieures du peuple coréen. Cette ingérence se manifeste avant tout par l'occupation continue de la Corée du Sud par les forces armées des Etats-Unis d'Amérique.

31. Ayant instauré un régime fantoche qui leur convient dans la partie sud du pays qu'ils ont transformée en camp militaire, les Etats-Unis s'opposent obstinément à la réunification de la Corée et s'efforcent de perpétuer sa division.

32. L'examen de la question dite de Corée, imposé à l'Organisation des Nations Unies par les Etats-Unis, ne contribue en aucune façon à résoudre le problème de l'unification de la Corée et à rétablir la paix dans cette région du monde.

33. De même, il est clair que les Etats-Unis continuent à se servir de l'Organisation des Nations Unies pour camoufler leur politique d'agression visant à perpétuer l'occupation de la Corée du Sud et la division de la Corée.

34. Ce sont les mêmes buts que poursuit la prétendue Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée. L'expérience malheureuse de cette commission illustre bien la stérilité et la nocivité des organismes qui ont été créés illégalement dans l'unique intention d'enflammer davantage l'atmosphère internationale et d'attiser la haine et l'animosité entre les peuples.

35. L'Union soviétique estime que cette ingérence qui se poursuit de l'extérieur dans les affaires intérieures de la Corée doit cesser. La prétendue "Commission des Nations Unies" doit être dissoute et la question artificiellement créée de la Corée ne doit plus être examinée au sein de l'Organisation des Nations Unies.

36. La délégation soviétique est opposée à l'inscription de la question dite de Corée à l'ordre du jour de la vingt et unième session de l'Assemblée générale et votera en conséquence.

37. M. LIATIS (Grèce) [traduit de l'anglais]: Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter de votre élection au poste éminent de président de notre assemblée générale. Je le fais brièvement puisque le chef de ma délégation aura le plaisir d'en dire davantage lorsque vous lui donnerez la parole au cours du débat général.

38. La délégation grecque estime qu'il n'est pas seulement conforme à la pratique ininterrompue de notre assemblée générale, mais qu'il est aussi du devoir de l'Assemblée — devoir qui se rattache véritablement à sa compétence en matière de paix et de sécurité internationales — de maintenir à l'ordre du jour de la vingt et unième session le point 31, intitulé "Question de Corée: rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée".

39. Ainsi que les membres de l'Assemblée le savent bien, peu après la fin de la seconde guerre mondiale, notre organisation a dû assumer un rôle actif dans les affaires du peuple coréen, qui accédait alors à l'indépendance et à la souveraineté. Cette fonction, et en particulier la réunification de la Corée divisée dans des circonstances que nous ne pouvons que réprouver et qui étaient étrangères à la volonté du peuple coréen, fut à ce moment confiée à la Commission des Nations Unies pour la Corée, remplacée quelques années plus tard par la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée. Ce changement est intervenu — et c'est là un point que nous ne devons pas oublier, car la question de Corée n'a pas été créée "artificiellement", ainsi que vient de le dire un des orateurs qui m'ont précédé — après une opération de sauvetage que notre organisation dut entreprendre à la suite d'une attaque inopinée et non provoquée venue de la partie nord du pays avec l'aide et l'appui de la Chine communiste.

40. Cette opération fut couronnée de succès et notre organisation aussi bien que les pays — parmi lesquels le mien — qui ont entendu l'appel des Nations

Unies en vue de secourir, d'aider, de sauver la Corée ne peuvent qu'éprouver de la fierté de l'œuvre accomplie alors qui permet à un pays petit et faible d'échapper à l'écrasement par la force.

41. Il m'apparaît qu'il serait absolument inacceptable, absolument inimaginable, que l'Assemblée générale désavoue un organe créé et établi par notre organisation, que l'on ne saurait que féliciter pour l'œuvre remarquable qu'il a faite avec patience et acharnement jusqu'à ce jour. Et, s'il n'a pas pu faire mieux, c'est la faute, non pas de la Commission elle-même, mais bien des gens de Corée du Nord qui ont refusé toute coopération, refusé même de permettre aux membres de la Commission de pénétrer dans la partie nord du pays.

42. Qu'il me soit permis de dire que notre assemblée ferait preuve d'inconséquence et d'illogisme si elle devait tout simplement écarter l'ensemble du problème coréen. Je veux parler du problème coréen dans sa forme véritable et réelle — sans même examiner le dernier rapport de la Commission, celle qui est désignée sous le vocable d'UNCURK. Avec tout le respect que je dois aux opinions des autres représentants sur lesquelles nous pouvons différer, j'estime qu'il serait véritablement absurde d'en finir sur un vote de pure procédure, après notre brève discussion de ce matin.

43. M. NABRIT (Etats-Unis d'Amérique) [traduit de l'anglais]: Un représentant vient de proposer de supprimer le point 31, intitulé "Question de Corée: rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée", de l'ordre du jour de l'Assemblée. Nous sommes hostiles à cette proposition.

44. Dans mes explications, je m'abstiendrai de parler de la question de Corée sur le fond. Toutefois, je considère qu'il est nécessaire et légitime de faire ressortir deux points qui amènent à notre avis à la conclusion que cette proposition est à rejeter et que le point 31 doit être maintenu à l'ordre du jour, en conformité de la recommandation du Bureau.

45. Le premier point est une question de convenance, ou — pour employer une vieille expression anglo-saxonne — de "fair play". Peu ou point de représentants contesteraient à un membre quelconque de la présente Assemblée le droit de faire des objections au maintien de l'UNCURK. En fait, ma délégation, avec quelques autres qui ont été traditionnellement de fermes défenseurs de l'UNCURK, n'ont fait aucune opposition lorsque 10 pays communistes ont présenté une proposition de dissolution de l'UNCURK, selon eux question ayant un caractère d'importance et d'urgence [point 93]. Il eût été évidemment facile de demander pourquoi cette question concernant une commission des Nations Unies qui existait depuis 16 ans était devenue subitement si urgente qu'il fallût demander son inscription quelques heures seulement avant l'Assemblée convoquée pour le 20 septembre. Mais l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de ce point additionnel, tendant à la dissolution de l'UNCURK, a été recommandée par le Bureau. Il convient incontestablement qu'aucune décision sur l'avenir d'UNCURK et sur sa dissolution éventuelle après 16 ans de bons services ne soit prise qu'après

un débat complet et approfondi à la Commission compétente. Et il est hors de doute que toute décision de cette nature, si l'on veut qu'elle ait un caractère loyal et objectif, doit s'accompagner d'une analyse de l'œuvre accomplie et des services fournis par l'UNCURK. Et pourtant, c'est précisément ce que l'on nous suggère de ne pas faire, c'est précisément cela que les représentants de Cuba et de l'Union soviétique prétendent nous interdire. On nous demande essentiellement de nous prononcer pour la suppression d'un vieil organisme des Nations Unies sans pouvoir étudier le rapport qu'il nous a soumis. J'estime que cela n'a pas le sens commun et qu'au surplus ce n'est pas "fair play".

46. Le second point concerne les droits de la minorité et de la majorité dans la présente Assemblée. L'UNCURK a été instituée par une résolution de l'Assemblée [résolution 376 (V)] adoptée le 7 octobre 1950, il y a près de 16 ans. La tâche qui lui a été assignée consistait à servir de principal agent aux Nations Unies dans "l'établissement d'un gouvernement unifié, indépendant et démocratique de toute la Corée". Son existence, sa composition et son mandat, aussi bien que les objectifs des Nations Unies en Corée, ont été réaffirmés par notre assemblée pratiquement chaque fois que la question de Corée a été discutée par l'Assemblée depuis 1950, par exemple, à l'occasion de l'adoption d'une résolution à la dernière session de l'Assemblée générale, à savoir la vingtième [résolution 2132 (XX) du 21 décembre 1965].

47. Il est à remarquer qu'à aucun moment de la longue histoire de cet organisme l'opposition au maintien de l'UNCURK n'a groupé plus d'une fraction des membres de cette assemblée. Si je respecte le droit de toute minorité, si peu importante soit-elle, je souhaite en contrepartie qu'elle respecte le droit de la majorité; et cette majorité, qui a été constamment cinq ou six fois plus nombreuse que la minorité, a réaffirmé d'une manière constante les objectifs des Nations Unies en Corée en même temps que son désir de les voir réaliser par l'UNCURK. Cette majorité a ses droits, elle aussi; et l'un de ces droits consiste à être informée par l'agent des Nations Unies en Corée des progrès vers la réalisation des objectifs des Nations Unies, ou, s'il n'y a pas eu de progrès, d'en fournir les raisons.

48. C'est compte tenu de ces deux considérations que je demande à tous les membres de la présente Assemblée de réfléchir à la proposition de rayer le point 31 de l'ordre du jour de l'Assemblée, et j'ai bon espoir que, s'ils suivent mon conseil, une grande majorité se dégagera en faveur du rejet de cette proposition.

49. M. HASIUCK (Australie) [traduit de l'anglais]: La délégation australienne appuie le maintien du point 31 à l'ordre du jour. Le premier argument auquel j'aurai recours s'applique à toute proposition tendant à inscrire un point à l'ordre du jour. A mon avis, si une délégation, en conformité des procédures et des règles et usages établis des Nations Unies, présente une proposition d'inscription d'un point à l'ordre du jour, nous devons l'examiner très sérieusement et réfléchir longtemps avant d'en refuser la discussion.

50. Il est bien évident que ce point présente un caractère particulier. Il concerne une question controversée qui figure depuis longtemps dans les rapports des Nations Unies. Les représentants qui se sont opposés à l'inscription de ce point ont eu recours à des arguments qui touchent le fond de la question. Il est vrai qu'en ce moment nous ne discutons pas sur le fond; nous examinons seulement la question de la procédure d'adoption de l'ordre du jour. Mais, en développant leurs arguments sur le fond, ils ont témoigné très clairement qu'il y avait là place pour la controverse. Ils ont développé clairement de fortes opinions personnelles sur la question et si d'autres délégations le voulaient, il leur serait loisible de développer de fortes opinions en sens contraire. Mais le fait qu'un désaccord existe paraît, aux yeux de notre délégation, constituer un motif pour en discuter et non pas un motif pour en refuser la discussion. S'il y a divergence d'opinions sur le fond de la question, il tombe sous le sens que nous devons l'inscrire à l'ordre du jour et nous trouver une occasion propice, dans l'esprit des Nations Unies et conformément à la pratique de l'Assemblée générale, pour la discuter au fond, pour avoir un débat complet, et, après le débat, pour nous prononcer sur la question.

51. Une autre raison de notre attitude a trait au respect que nous devons pour le travail du Bureau. Je suis informé que le Bureau a consacré beaucoup d'attention à la manière de traiter les points de l'ordre du jour et qu'en définitive il a décidé de recommander que le point 31 soit inscrit à l'ordre du jour, et que le point 93, qui traite d'un sujet similaire, y soit aussi inscrit. J'estime que nous devrions mettre en avant des raisons très sérieuses pour écarter le travail de notre propre Bureau ou revenir sur les recommandations qui nous sont actuellement présentées. A mon avis, ces arguments de poids ne nous ont pas été présentés. Les considérations que j'ai exposées jusqu'ici s'appliqueraient évidemment à l'inscription ou à la radiation de n'importe quel point de notre ordre du jour et ces arguments se trouvent renforcés lorsque l'on prend en considération l'historique du point 31, actuellement soumis à nos délibérations.

52. L'Assemblée générale étudie la question de Corée depuis 1947. Lorsque les forces de la Corée du Nord ont envahi la République de Corée en juin 1950, le Conseil de sécurité a recommandé que les Etats Membres fournissent des forces pour repousser l'attaque et rétablir la paix. Plus tard dans le cours de la même année, l'Assemblée générale a créé la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée, avec mission de provoquer au nom des Nations Unies l'établissement d'un gouvernement unifié, indépendant et démocratique de la Corée entière. Depuis qu'elle a été instituée il y a 16 ans, cette commission a adressé des rapports annuels à l'Assemblée générale sur l'accomplissement de son mandat et, cette année encore, elle nous fait rapport. J'estime qu'en rayant ce point de notre ordre du jour, nous ferions deux choses que nous n'avons pas le droit de faire.

53. Premièrement, nous supprimerions sans l'avoir entendu un organe subsidiaire créé par l'Assemblée générale elle-même, et, deuxièmement, nous rejet-

lerions sans examen un rapport soumis à notre assemblée en conséquence d'une résolution adoptée par l'Assemblée générale elle-même. On ne peut évidemment pas admettre que nous nous montrions aussi irrespectueux de décisions antérieures de l'Assemblée générale. J'estime que supprimer ce point de l'ordre du jour équivaldrait à tourner le dos à toute l'histoire de cette question difficile, à rejeter l'œuvre d'un organe subsidiaire des Nations Unies; cela équivaldrait aussi à répudier l'activité de l'Assemblée générale de 1947 à aujourd'hui et à agir ainsi sans même procéder à l'examen au fond de la question en cause.

54. En conséquence, ma délégation votera contre la suppression de ce point de l'ordre du jour.

55. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Trois orateurs ont parlé pour et deux orateurs ont parlé contre l'inscription de ce point à l'ordre du jour. Un seul délégué peut encore parler et seulement contre l'inscription du point en cause. Je donne la parole au représentant de la Mongolie.

56. M. DUGERSUREN (Mongolie) [traduit de l'anglais]: C'est avec un grand plaisir que je saisis cette première occasion, en montant à la tribune, de vous offrir, Monsieur le Président, les plus chaleureuses et cordiales félicitations de ma délégation pour votre élection au poste éminent de président de la vingt et unième session de l'Assemblée générale. Ma délégation est persuadée que vos connaissances, votre expérience et votre intégrité contribueront beaucoup aux succès que la présente session de l'Assemblée générale pourra obtenir et elle vous exprime tous ses meilleurs souhaits dans l'accomplissement de la tâche que vous ont confiée les membres de l'Assemblée.

57. Ma délégation s'associe entièrement aux délégations soviétique et cubaine, qui ont formulé de sérieuses objections à l'inscription à l'ordre du jour de la présente session du point 31, ce que l'on appelle "Rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée". Nous estimons que la question de l'unification de la Corée est entièrement une affaire intérieure pour le peuple coréen et qu'en conséquence la discussion de ce point ici aux Nations Unies équivaldrait, comme l'ont souligné de précédents orateurs, à une intervention délibérée dans les affaires intérieures du peuple coréen et constituerait ainsi une violation grossière de notre charte et des principes fondamentaux du droit international.

58. Le problème coréen doit être résolu par les Coréens eux-mêmes, sans aucune intervention extérieure, y compris celle des Nations Unies. C'est l'opinion réfléchie de ma délégation que notre assemblée, au lieu de gaspiller son précieux temps à discuter d'une question qui n'a rien à faire avec l'unification réelle de la Corée, devrait se saisir des problèmes urgents concernant l'aide à prêter au peuple coréen en vue de restaurer son intégrité nationale. Forte de cette conviction, ma délégation a appuyé la proposition tendant à inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée générale le point important intitulé "Retrait de toutes les troupes des Etats-Unis et autres troupes étrangères occupant la Corée du Sud sous le couvert des Nations Unies et dissolution de la Commission des Nations

Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée" [point 93].

59. Le représentant des Etats-Unis vient de se référer à la volonté de la présente Assemblée. A cet égard, je souhaiterais mentionner un fait récent qui caractérise l'attitude des délégations au sujet du point 31. La majorité des membres du Bureau ont exprimé l'autre jour leur opposition ou leur répugnance à inscrire ce point à l'ordre du jour de la présente Assemblée. Ceci montre clairement que ce prétendu rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée ne mérite plus de retenir l'attention des membres de notre corps.

60. Pour les raisons exposées ci-dessus, ma délégation votera contre l'inscription du point 31 à l'ordre du jour de la vingt et unième session de l'Assemblée générale. Je repousse fermement la calomnie qui a été formulée ici par les représentants de la Grèce et de l'Australie contre la République démocratique populaire de Corée.

61. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Trois orateurs ont parlé pour — et trois orateurs contre — l'inscription du point 31 à l'ordre du jour de l'Assemblée. Bien que les orateurs aient dans leurs déclarations fait certaines allusions qui, à mon avis, définissent leur position au cas où un vote interviendrait sur la question, personne n'a encore suggéré qu'elle fasse l'objet d'un vote.

62. M. FEDORENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) [traduit du russe]: Dans la déclaration qu'elle a faite à cette tribune, la délégation soviétique a exposé son attitude en ce qui concerne la discussion du point 31 et s'est prononcée contre l'inscription de cette question à l'ordre du jour. Nous avons déclaré que nous voterions contre cette inscription. A la suite de l'observation que vient de faire le Président, je tiens à ajouter que la délégation soviétique demande que cette question soit mise aux voix.

63. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Le délégué de l'Union soviétique a demandé que la question soit mise aux voix. J'informe les représentants qu'un vote par appel nominal a été demandé. Avant d'y procéder, je prierai le Sous-Secrétaire aux affaires de l'Assemblée générale de faire une déclaration.

64. M. NARASIMHAN (Sous-Secrétaire aux affaires de l'Assemblée générale) [traduit de l'anglais]: En début de séance, j'ai expliqué la procédure à suivre dans un vote à main levée. Maintenant qu'un vote par appel nominal a été demandé, je voudrais fournir les explications complémentaires suivantes.

65. L'article 89 du règlement intérieur ne permet pas à l'Assemblée de remplacer la procédure d'appel des noms des membres avec réponses orales de leurs représentants par le système mécanique. Toutefois, l'expérience l'a démontré, le système mécanique peut faciliter le processus du vote par appel nominal si les délégués veulent avoir l'amabilité, en même temps qu'ils annoncent leur vote — et pas avant — d'appuyer sur le bouton correspondant du petit tableau sur leur pupitre. Je rappelle aux représentants que le bouton vert à l'extrême gauche signifie "oui", le bouton rouge à l'extrême droite signifie "non" et le

bouton orange au centre signifie "abstention". Je demande aux représentants d'appuyer sur le bouton correspondant en même temps qu'ils annonceront leur vote.

66. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Avant que le vote par appel nominal commence, je tiens à préciser que le vote va avoir lieu sur l'inscription du point en cause. Ceux qui votent pour l'inscription diront "oui" et ceux qui votent contre diront "non".

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Sénégal dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Afrique du Sud, Espagne, Suède, Thaïlande, Togo, Trinité et Tobago, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Chypre, Dahomey, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Salvador, Ethiopie, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Islande, Inde, Iran, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Norvège, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Rwanda.

Votent contre: Syrie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Albanie, Algérie, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cambodge, Congo (Brazzaville), Cuba, Tchécoslovaquie, Hongrie, Mali, Mauritanie, Mongolie, Pologne, Roumanie.

S'abstiennent: Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Tunisie, Ouganda, République arabe unie, République-Unie de Tanzanie, Yougoslavie, Zambie, Afghanistan, Birmanie, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Ceylan, Tchad, Congo (République démocratique du), Finlande, Gabon, Ghana, Guinée, Guyane, Irak, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Népal, Nigéria, Pakistan, Arabie Saoudite.

Par 57 voix contre 17, avec 34 abstentions, le point 31 est inscrit à l'ordre du jour.

67. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Le point 32 concerne le rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. En l'absence d'opposition, je considérerai que l'Assemblée approuve l'inscription de ce point à l'ordre du jour.

Le point 32 est inscrit à l'ordre du jour sans opposition.

68. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Le point 33 concerne la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects. Comme l'indique le rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, l'Assemblée aura aussi devant elle le projet de résolution des neuf puissances auquel se réfère l'Assemblée générale dans sa résolution 2053 B (XX).

69. Un représentant désire-t-il prendre la parole sur l'inscription dudit point, avec cette précision? Puisque personne ne demande la parole et qu'il n'y a

pas d'opposition à l'inscription du point 33, je considérerai que ce point est inscrit à l'ordre du jour.

Le point 33 est inscrit à l'ordre du jour sans opposition.

70. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Le point 34 concerne la politique d'apartheid du Gouvernement de la République d'Afrique du Sud. S'il n'y a pas d'opposition, j'admettrai que l'Assemblée approuve l'inscription de ce point à l'ordre du jour.

Le point 34 est inscrit à l'ordre du jour sans opposition.

71. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Le point 35 a trait aux effets des radiations ionisantes. S'il n'y a pas d'opposition, j'admettrai que l'Assemblée approuve l'inscription de ce point à l'ordre du jour.

Le point 35 est inscrit à l'ordre du jour sans opposition.

72. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Nous en venons maintenant au point 36, "Règlement pacifique des différends".

73. M. ACHKAR (Guinée): Il peut paraître paradoxal qu'une délégation, et notamment la délégation d'un pays africain attaché à la paix et à la solution pacifique des problèmes, prenne la parole en ce moment pour faire quelques observations contre l'inscription de cette question intitulée "Règlement pacifique des différends".

74. Je voudrais rappeler que, lors de la vingtième session, ce point avait été inscrit à l'ordre du jour [point 99] et qu'il avait connu un début de discussion à la Commission politique spéciale^{1/}, où son sort avait été réglé rapidement en raison des circonstances qui prévalaient alors.

75. En effet, on sait que l'inscription de ce point à l'ordre du jour avait été demandée par le Royaume-Uni. Tout en étant, comme je l'ai dit tout à l'heure, absolument en faveur du règlement pacifique des différends, nous estimons qu'actuellement le Royaume-Uni et l'Afrique sont engagés dans ce que les Indonésiens ont appelé naguère une "confrontation", et nous ne voyons pas comment nous allons donner carte blanche au Royaume-Uni à l'heure actuelle pour lui dire que tout différend qui existerait entre lui et soit les Etats africains, soit sa colonie de Rhodésie, doit être réglé par des moyens pacifiques exclusivement. Au contraire, les Etats africains, à l'unanimité, estiment que la seule solution qui mettrait immédiatement fin à la rébellion de Smith en Rhodésie serait que le Royaume-Uni utilisât la force. Il serait par conséquent illogique que nous réclamions, d'une part, une solution de force pour un problème donné et que, par ailleurs, nous approuvions entièrement une discussion sur le règlement pacifique des différends.

76. D'autre part, on sait également que, dans cette partie de l'Afrique, certaines situations coloniales sont arrivées dans une telle impasse qu'elles ne sauraient plus, malheureusement, trouver de solution pacifique, ou du moins que l'on ne peut entrevoir dès à présent une telle solution. Personne n'ignore que

les ressortissants des colonies portugaises sont tous passés à la lutte armée, aussi bien en Guinée dite portugaise qu'au Mozambique et en Angola. Nous approuvons entièrement cette lutte armée, et les Nations Unies, elles aussi, l'approuvent entièrement étant donné que la majorité de cette assemblée a lancé un appel [voir résolution 2107 (XX)] pour que toute l'aide morale et matérielle soit accordée aux combattants de la liberté.

77. Telles sont les raisons pour lesquelles ma délégation éprouve de sérieux doutes quant à l'opportunité d'inscrire cette question à l'ordre du jour dans les circonstances actuelles. Je ne me propose pas de demander que l'inscription soit mise aux voix, mais je voudrais annoncer que dans le cas où elle serait inscrite à l'ordre du jour, nous serions amenés à développer, à la Commission politique spéciale, les arguments que nous venons succinctement d'énoncer afin de démontrer que les circonstances qui prévalaient l'an dernier et qui ont fait que la Commission a décidé de ne pas poursuivre la discussion de ce problème prévalent encore aujourd'hui, de sorte que la question ne gagnerait certainement pas à être discutée dans les circonstances actuelles, c'est-à-dire en un moment où le Royaume-Uni se livre à la contre-révolution en Afrique méridionale.

78. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Le représentant de la Guinée vient de parler contre l'inscription du point en cause. Deux orateurs au maximum peuvent maintenant parler contre son inscription et trois pour son inscription.

79. M. QUARLES VAN UFFORD (Pays-Bas) [traduit de l'anglais]: Lorsque le point intitulé "Règlement pacifique des différends" a été inscrit à l'ordre du jour de la vingtième session de l'Assemblée générale l'année dernière, il a été renvoyé à la Commission politique spéciale. Au cours du débat de ce point à la Commission politique spéciale, beaucoup de questions intéressantes et constructives ont été soulevées et le débat s'est poursuivi jusqu'à un moment où des circonstances se sont produites qui ont amené la Commission politique spéciale à suspendre la discussion. L'Assemblée générale, le 18 décembre 1965 [séance 1403], décida que l'examen de ce point serait reporté à la vingt et unième session.

80. La délégation des Pays-Bas, pour sa part, est convaincue que rien ne s'est produit entre-temps qui nous force à ne pas reprendre la discussion de ce point à la présente session. Ce n'est pas seulement pour ces considérations de procédure que ma délégation estime que le point "Règlement pacifique des différends" doit absolument être discuté de nouveau à la présente session, c'est aussi parce que nous avons la ferme conviction que les débats qui pourraient se dérouler se révéleraient très utiles et très importants pour l'examen d'une série de problèmes constructifs que notre assemblée se propose de discuter au cours de la présente session.

81. C'est pourquoi ma délégation insiste pour l'inscription de ce point à l'ordre du jour de la présente session et demande qu'il soit renvoyé, comme l'an dernier, à la Commission politique spéciale.

82. M. FEDORENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) [traduit du russe]: La délégation

^{1/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Commission politique spéciale, 489ème à 492ème séance.

soviétique a déjà eu l'occasion de parler de cette question lors de la discussion dont elle a fait l'objet au Bureau [162ème séance]. Qu'il me soit permis de rappeler que la délégation soviétique estime indispensable d'exprimer des doutes quant à la probabilité et à la nécessité d'inscrire le point intitulé "Règlement pacifique des différends" à l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

83. Chacun sait que le mécanisme de règlement pacifique des différends est défini au Chapitre VI de la Charte des Nations Unies. Il s'ensuit que, de toute évidence, la création d'un quelconque organe nouveau pour le règlement pacifique des différends ne vise en fait qu'à tourner les dispositions précitées de la Charte des Nations Unies.

84. La délégation soviétique souscrit en tous points aux observations que le représentant de la Guinée vient de faire à cette tribune. Nous estimons qu'elles sont fondées et raisonnables.

85. M. BEAULIEU (Canada): Ma délégation, qui figurait au nombre des auteurs du projet de résolution présenté au sujet de cette question lors de la vingtième session de l'Assemblée générale^{2/}, désire appuyer l'inscription à l'ordre du jour de la vingt et unième session du point 36 relatif au règlement pacifique des différends.

86. Sans vouloir aborder le fond du problème, je me bornerai à rappeler que lors du débat sur cette question à la Commission politique spéciale, lors de la vingtième session, la Commission a décidé, malgré l'opposition d'un certain nombre de délégations, de ne pas poursuivre son examen et de renvoyer le problème à la vingt et unième session de l'Assemblée générale. Nous avons donc clairement l'obligation de donner suite à cette décision.

87. De plus, ma délégation croit que face à une situation internationale où certains différends risquent de dégénérer en des conflits plus graves et d'une portée plus générale, les Nations Unies ont le devoir d'étudier tous les moyens pouvant permettre de prévenir une telle menace. Comme le Secrétaire d'Etat aux affaires extérieures du Canada l'a déclaré dans le discours qu'il a prononcé hier au cours de la discussion générale "nous avons assurément tout à gagner et rien à perdre d'un examen soutenu des méthodes anciennes et d'une évaluation impartiale des possibilités futures" [1413ème séance, par. 62].

88. Pour ces raisons, la délégation du Canada est d'avis que le point 36 intitulé "Règlement pacifique des différends" doit être discuté d'une façon constructive par l'Assemblée au cours de sa vingt et unième session, et nous appuyons sans réserve l'inclusion de ce point à l'ordre du jour de nos travaux.

89. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): S'il n'y a pas d'autres orateurs qui demandent la parole sur ce point et attendu qu'il n'a pas été demandé de vote, je tiendrai pour acquis que l'Assemblée approuve la recommandation du Bureau tendant à l'inscription du point 36 à l'ordre du jour.

Le point 36 est inscrit à l'ordre du jour.

^{2/} Ibid., vingtième session, Annexes, point 99 de l'ordre du jour, document A/6187, par. 6 et 7.

90. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Les points 37 à 53 ont trait à des questions économiques. S'il n'y a pas d'opposition, je considérerai que l'Assemblée décide de les inscrire à l'ordre du jour.

Les points 37 à 53 inclus sont inscrits à l'ordre du jour sans opposition.

91. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Les points 54 à 63 traitent de sujets sociaux et humanitaires. S'il n'y a pas d'opposition, je tiendrai pour acquis que l'Assemblée est favorable à l'inscription de ces points.

Les points 54 à 63 inclus sont inscrits à l'ordre du jour sans opposition.

92. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Les points 64 à 71 traitent de questions concernant les territoires sous mandat et les territoires non autonomes. Parmi ces points, le point 65, intitulé "Question du Sud-Ouest africain", a déjà été inscrit à l'ordre du jour à la dernière séance plénière [1414ème séance]. Puis-je considérer que l'Assemblée approuve l'inscription à l'ordre du jour du point 64 et des points 66 à 71?

Le point 64 et les points 66 à 71 inclus sont inscrits à l'ordre du jour.

93. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Les points 72 à 83 traitent de questions administratives et financières. S'il n'y a pas d'opposition, je considérerai que ces points sont inscrits à l'ordre du jour.

Les points 72 à 83 inclus sont inscrits à l'ordre du jour sans opposition.

94. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Les points 84 à 88 traitent de questions de droit. S'il n'y a pas d'opposition, je tiendrai pour acquis que ces points sont inscrits à l'ordre du jour.

Les points 84 à 88 inclus sont inscrits à l'ordre du jour sans opposition.

95. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Nous en venons maintenant au point 89, "Conclusion d'un traité international sur les principes régissant l'activité des Etats dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, de la Lune et des autres corps célestes". Si je ne constate aucune opposition, je considérerai ce point comme inscrit à l'ordre du jour.

Le point 89 est inscrit à l'ordre du jour sans opposition.

96. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Le point 90 est intitulé "Rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies". Le Bureau a recommandé l'inscription de ce point à l'ordre du jour. S'il n'y a pas d'opposition, je tiendrai pour acquis que l'Assemblée approuve la recommandation du Bureau.

Le point 90 est inscrit à l'ordre du jour sans opposition.

97. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Le point 91 est intitulé "Traité régissant l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes". S'il n'y a pas d'opposition, je tiendrai pour acquis que ce point est inscrit à l'ordre du jour.

Le point 91 est inscrit à l'ordre du jour sans opposition.

98. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Le point 92 est intitulé "Stricte observation de l'interdiction de recourir à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales et du droit des peuples à l'autodétermination". S'il n'y a pas d'opposition, je tiendrai pour acquis que l'Assemblée approuve l'inscription de ce point à l'ordre du jour.

Le point 92 est inscrit à l'ordre du jour sans opposition.

99. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Nous en venons maintenant au point 93, intitulé "Retrait de toutes les troupes des Etats-Unis et autres troupes étrangères occupant la Corée du Sud sous le couvert des Nations Unies et dissolution de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée". Le Bureau a recommandé l'inscription de ce point à l'ordre du jour. S'il n'y a pas d'opposition, je tiendrai pour acquis que ce point est inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

Le point 93 est inscrit à l'ordre du jour sans opposition.

100. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Les deux derniers points, 94 et 95, se rapportent à deux résolutions adoptées par le Conseil économique et social à sa quarante et unième session [résolution 1127 (XLI) et 1164 (XLI)], qui demande à l'Assemblée générale de prendre certaines mesures précises. Le Bureau en a recommandé l'inscription à l'ordre du jour en tant que points séparés. S'il n'y a pas d'opposition, j'admettrai que l'Assemblée approuve cette recommandation.

Les points 94 et 95 sont inscrits à l'ordre du jour sans opposition.

101. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): L'Assemblée générale a ainsi terminé l'adoption de son ordre du jour pour la vingt et unième session, conformément aux propositions contenues dans le premier rapport du Bureau.

102. Nous en venons maintenant à la question de la répartition entre les instances de l'Assemblée des points dont il est question à la section III du rapport du Bureau [A/1395]. Il est tenu compte des modifications et recommandations mentionnées aux paragraphes 14 et 15 dans les propositions de renvoi qui vous seront soumises et il en sera fait mention lorsque nous en viendrons aux points en cause. J'invite l'Assemblée à statuer sur le renvoi des points à examiner aux séances plénières et aux différentes commissions ainsi que cela est indiqué au paragraphe 16 du rapport du Bureau. L'Assemblée examinera d'abord la liste des points dont le renvoi est proposé aux séances plénières. S'il n'y a pas d'opposition, je tiendrai pour acquis le renvoi des points 1 à 11 inclus.

Il en est ainsi décidé.

103. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): A propos du point 12, rapport du Conseil économique et social, il est recommandé que les chapitres XIII [section IX], XVI et XVII soient examinés en séance plénière. Le Bureau recommande aussi que l'Assemblée appelle l'attention de la Cinquième Commission sur le cha-

pitre XVI [section VIII] du rapport du Conseil économique et social, traitant de la documentation du Conseil, et sur le chapitre XVI [section XII] du rapport, traitant des incidences financières des décisions du Conseil. S'il n'y a pas d'opposition, je tiendrai pour approuvées par l'Assemblée les recommandations du Bureau.

Il en est ainsi décidé.

104. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Nous en venons maintenant aux points 13 à 21 de la liste. S'il n'y a pas d'opposition, je considérerai comme approuvée par l'Assemblée la décision de discuter de ces points en séance plénière.

Il en est ainsi décidé.

105. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Touchant le point 22 de la liste, "Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux: rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux", les membres noteront que ce point a été retenu pour examen en séance plénière afin que l'Assemblée générale soit mise en mesure d'examiner la question de l'application de la Déclaration en général. Néanmoins, tous les chapitres du rapport du Bureau qui concernent les territoires particuliers seraient renvoyés à la Quatrième Commission. S'il n'y a pas d'opposition, je tiendrai pour acquis que l'Assemblée approuve cette recommandation.

Il en est ainsi décidé.

106. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Le Bureau a recommandé que les points 23 et 24 sur cette liste soient examinés en séance plénière. S'il n'y a pas d'opposition, je considérerai que l'Assemblée approuve cette recommandation.

Il en est ainsi décidé.

107. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Comme je l'ai dit déjà, l'Assemblée à sa dernière séance plénière a décidé de l'attribution du point 25. Nous en venons maintenant aux points 26 et 27 de la liste. S'il n'y a pas d'opposition, j'admettrai que l'Assemblée approuve l'examen de ces points en séance plénière.

Il en est ainsi décidé.

108. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): L'Assemblée doit maintenant statuer sur la recommandation du Bureau concernant le renvoi de certains points à la Première Commission. S'il n'y a pas d'opposition, je tiendrai pour acquis que l'Assemblée approuve cette recommandation.

Il en est ainsi décidé.

109. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Le Bureau recommande que cinq points soient renvoyés à la Commission politique spéciale. S'il n'y a pas d'opposition, je tiendrai pour acquis que l'Assemblée approuve cette recommandation.

Il en est ainsi décidé.

110. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Je demande maintenant aux membres de l'Assemblée d'examiner le renvoi de certains points à la Deuxième Commis-

sion. En ce qui concerne le point 1 de cette liste, le Bureau recommande qu'un certain nombre de chapitres du rapport du Conseil économique et social soient soumis à la Deuxième Commission. Il recommande en outre que le chapitre XV du rapport du Conseil, qui traite de l'examen et de la réévaluation du rôle et des fonctions du Conseil, soit renvoyé également aux Troisième et Cinquième Commissions pour observations. Il suggère enfin que la section II du chapitre X du rapport du Conseil économique et social, qui traite de la population, et la section II du chapitre XIII du rapport, qui traite de l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies, pourraient intéresser la Troisième Commission. S'il n'y a pas d'opposition, je tiendrai pour acquis que l'Assemblée approuve ces recommandations.

Il en est ainsi décidé.

111. Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Quelqu'un s'oppose-t-il à la proposition de renvoi à la Deuxième Commission des autres points de l'ordre du jour sur la liste? Puisqu'il n'y a pas d'opposition, je tiendrai pour acquis que l'Assemblée approuve cette recommandation.

Il en est ainsi décidé.

112. Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Nous passons maintenant aux propositions de renvoi de certains points à la Troisième Commission. En ce qui concerne le point 1 de la liste, le Bureau recommande que plusieurs chapitres du rapport du Conseil économique et social soient soumis à l'examen de la Troisième Commission. S'il n'y a pas d'opposition, je tiendrai pour acquis que l'Assemblée approuve cette recommandation.

Il en est ainsi décidé.

113. Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Quelqu'un a-t-il des observations à présenter au sujet du renvoi des 11 autres points à la Troisième Commission? S'il n'y a pas d'opposition, je tiendrai pour acquis que l'Assemblée approuve cette recommandation.

Il en est ainsi décidé.

114. Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Parmi les 10 points dont le renvoi à la Quatrième Commission est recommandé, il a été statué sur le point 3 à la dernière séance plénière. S'il n'y a pas d'opposition, je tiendrai pour acquis que l'Assemblée approuve le renvoi des autres points à la Quatrième Commission.

Il en est ainsi décidé.

115. Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Nous allons maintenant nous occuper de la proposition de renvoi de certains points à la Cinquième Commission. Y a-t-il des observations sur les points 1 à 13 de la liste? S'il n'y a pas d'opposition, je tiendrai pour acquis que l'Assemblée approuve la recommandation.

Il en est ainsi décidé.

116. Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): En ce qui concerne le dernier point de la liste, le Bureau recommande le renvoi des chapitres I et XIV du rapport du Conseil économique et social à la Cinquième Commission. Le Bureau recommande en outre que le chapitre I du rapport du Conseil, qui traite du pro-

gramme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme et de ses incidences financières, soit renvoyé aux Deuxième et Troisième Commissions pour observations. S'il n'y a pas d'opposition, je tiendrai pour acquis que l'Assemblée approuve cette recommandation.

Il en est ainsi décidé.

117. Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Il nous reste enfin à examiner la proposition de renvoi de cinq points à la Sixième Commission. A cet égard, je crois qu'il est exact de dire que c'est avec l'accord du Bureau que le point 3 de la liste, assistance technique pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international, serait à soumettre aussi en temps utile à l'appréciation de la Deuxième Commission pour ce qui est des aspects de l'assistance technique. S'il n'y a pas d'opposition, je tiendrai pour acquis que l'Assemblée générale approuve la proposition que je viens de présenter.

Il en est ainsi décidé.

118. Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Y a-t-il des observations sur les autres points qu'il est proposé de renvoyer à la Sixième Commission? S'il n'y a pas d'opposition, je tiendrai pour acquis que l'Assemblée approuve le renvoi de ces points à la Sixième Commission.

Il en est ainsi décidé.

119. Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Nous en avons ainsi terminé avec l'examen de la section III du rapport du Bureau concernant la répartition des différents points entre les Commissions.

120. La section IV du rapport, intitulée "Calendrier des séances plénières", a été examinée à la dernière séance plénière.

DEUXIÈME RAPPORT DU BUREAU (A/6438)

121. Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Le deuxième rapport du Bureau concerne l'inscription de trois points additionnels à l'ordre du jour de la présente session. Avant que nous examinions ces points, j'aimerais rappeler que certaines délégations ont fait observer au Bureau ce matin que les documents A/6397, A/6398 et A/6399 n'avaient pu être étudiés par elles que ce matin. A cet égard, je suis informé par le Secrétariat que ces documents ont été mis à la disposition des délégations en toutes langues hier, à 17 h 30.

122. Le Bureau recommande que le point intitulé "Application de la Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des Etats et la protection de leur indépendance et de leur souveraineté" [A/6397] soit inscrit à l'ordre du jour et renvoyé à la Première Commission. S'il n'y a pas d'opposition, je tiendrai pour acquis que l'Assemblée approuve cette recommandation du Bureau.

Il en est ainsi décidé.

123. Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Le second point dont l'inscription à l'ordre du jour est recommandée s'intitule "Renonciation des Etats à toute action pouvant faire obstacle à la conclusion d'un

accord sur la non-prolifération des armes nucléaires" [A/6398]: le Bureau en recommande le renvoi à la Première Commission. S'il n'y a pas d'opposition, je tiendrai pour acquis que l'Assemblée approuve cette recommandation du Bureau.

Il en est ainsi décidé.

124. Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Le Bureau recommande que le point intitulé "Élimination des bases militaires étrangères dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine" [A/6399] soit inscrit à l'ordre du jour et renvoyé à la Première Commission. S'il n'y a pas d'opposition, je tiendrai pour acquis que l'Assemblée approuve cette recommandation du Bureau.

Il en est ainsi décidé.

125. Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Ceci termine notre examen de l'ordre du jour de la vingt et unième session. Chacune des grandes Commissions recevra sans tarder les points de l'ordre du jour qui lui ont été attribués. Afin de permettre à l'Assemblée de travailler rapidement pendant la session, je prie instamment les présidents des Commissions de prendre les mesures appropriées pour que leurs Commissions puissent commencer leur travail à une date aussi proche que possible la semaine prochaine.

La séance est levée à 12 h 35.